

Le Rwanda partage une position « commune », malgré les réticences de certains de leaders africains



By Aimable Twahirwa in Denmark

Thursday, 17 December 2009

Copenhague : Alors que le Rwanda partage une position « commune » avec un groupe d'autres pays africains dans les initiatives d'adaptation et de mitigation des conséquences du changement climatique, leaders africains présents au sommet l'ONU sur le changement climatique à Copenhague expriment une déception quant à un possible échec des négociations en cours en ce qui concerne l'enveloppe à allouer dans le financement du marché de carbone dans les pays en développement.

Selon le président zimbabwéen Robert Mugabe qui déplore une « dichotomie » nord-sud dans des initiatives de changement climatiques, « il est regrettable de constater l'absence d'un cadre de suivi dans la mise en exécution des conventions sur le changement climatique notamment dans les pays de l'Afrique subsaharienne »

« Depuis plusieurs années, les pays du monde entier se sont retrouvés dans de conclave du genre pour adopter des résolutions, mais qui sont restées classées dans les tiroirs des décideurs politiques (...) la mise en exécution des conventions signées a été de plus en plus difficile », a déclaré M. Mugabe en faisant allusion au Protocole de Kyoto, signé en 1997, qui prévoit que les pays les plus industrialisés doivent payer des compensations pour leurs émissions de carbone.

Au Rwanda les programmes d'adaptation aux changements climatiques ont été matérialisés à travers le lancement de divers projets d'exploitation des énergies renouvelables en l'occurrence des microcentrales hydro-électriques et des centrales thermiques et l'installations des panneaux solaires pour compenser une carence de l'énergie hydroélectrique qui s'avère insuffisante à la suite des conséquences du génocide de 1994.

L'objectif de ces initiatives visait surtout la création des projets susceptibles d'augmenter la capacité énergétique dans ce petit pays d'Afrique Centrale où les 8 centrales de type hydro-électrique et thermal (33,6 mégawatts) existantes exigeaient des renforts pour satisfaire la demande des consommateurs, selon les officiels rwandais.

S'exprimant en marge de la 15ème Conférence cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique dans la capitale danoise, le président français Nicolas Sarkozy dont le pays vient d'accorder une première partie de l'enveloppe de 10.5 millions de dollars pour financer le marché de carbone d'ici l'an 2012, s'est estimé « convaincu » de la réussite de cette initiative s'il y ait « des mécanismes efficaces : dans la gestion de ces financements.

« Le Rwanda qui vient de renouer ses relations diplomatiques avec la France, rompues en novembre 2006, figure parmi les pays devant bénéficier de cette enveloppe », apprend-on de source bien informée dans la capitale danoise.

Mais cette position n'est pas partagée par le président Zimbabwéen Robert Mugabe qui pour sa part affirme que les pays en développement ont d'abord besoin d'un soutien en matière de renforcement de capacités pour être en mesure de négocier avec les nations industrialisées

« C'est une prérogative pour le succès dans la mise en exécution des programmes de développement durable », a estimé M. Mugabe qui s'exprime en marge du sommet sur le changement Climatique à Copenhague.

Le président zimbabwéen jugé être critique à l'égard des pays occidentaux s'exprimait quelques minutes après le discours du président Vénézuélien Hugo Chavez qui a prôné pour les valeurs du socialisme pour éliminer une faille «déplorable » entre les pays industrialisés et d'autres nations en développement.

« Le socialisme est une doctrine qui prêche sur les valeurs positives de protection de la nature et de l'environnement (...) et si le capitalisme continue à s'imposer nous avons besoins de déployer nos forces pour l'éliminer complètement », a pour sa part déclaré le président vénézuélien Hugo Chavez.

Dans son discours, le Zimbabwéen Mugabe a pour sa part estimé qu'il y a un « besoin pressant » pour les pays en développement de renforcer leurs institutions nationales.

« C'est cela qui nous permettra d'être sur le même terrain d'attente avec les pays industrialisés », a déclaré M. Mugabe dont le pays est sous- embargo décrété par les pays occidentaux depuis plusieurs années.

« Nous ne pourront jamais envisager des solutions concrètes au développement durables, si notre environnement économique et social n'est pas adapté au marché de carbones en perspectives », a notamment souligné M. Mugabe. « S'il n'y a pas de stratégies de gestions adaptées, ces promesses de financements (par des pays industrialisés) risquent de connaître un échec », a-t-il renchéri.

La veille de la fin des travaux du sommet sur le changement climatique dans la capitale danoise a été marquée par les doléances des chefs d'Etats et de gouvernements des pays africains et des petites îles de l'Océan Pacifique, qui ont tous souligné une nécessité pour les nations industrialisées de revoir à la hausse l'enveloppe de 100 milliards de dollars américains qui leur a été accordée pour mieux pérenniser les initiatives de réductions des émissions de carbone et la déforestation pour les pays en développement d'ici l'an 2012.

La Banque Africaine de Développement (BAD) estime de son côté que le continent aura besoin de quelque 40 milliards de dollars annuellement d'ici l'an 2012 pour contribuer de manière significative à réduire les émissions de carbones par les programmes de reforestation.

Last Updated (Friday, 18 December 2009)

http://www.rnanews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2559&Itemid=50

“Rwanda will not wait for others to start climate mitigation”



By Aimable Twahirwa in Denmark

Saturday, 19 December 2009

Copenhagen: Despite the deadlock that rocked the climate change summit which ended Friday night in Denmark without a concrete agreement, Rwanda is committed to implement an ambitious environment conservation programme subsidized by a multilateral initiative of donors to curb emissions from deforestation in developing countries, government delegates at the talks said.

Available statistics suggest that at least one person in ten people in Rwanda has access to an improved water source, which represents the medium figure in the sub-Saharan region.

However, this is going to change by 2012 with the intensification of the national campaign for clean water provision in rural areas, according to the government.

Perhaps as an indication of the attention which experts on climate change are giving to the problem, access to clean water and energy for the majority of population in rural area could be the main focus for the country to successfully implement climate change adaptation and mitigation, said Dr. Saleemul Huq, of the London-based International Institute of Environmental Development (IIED).

A report published by the Rwanda Environmental Management Agency (REMA) emphasizes that the existing environmental programmes are to be reinforced through this multilateral funding initiative to reduce carbon emissions.

"This move will address improved natural resource management and forest protection practices in those regions affected by environment degradation", said the Environment minister, Mr. Stanislas Kamanzi, as he prepared to head back to Kigali after the talks.

He said the activities being undertaken include rehabilitation of degraded hills - by introducing massive countrywide reforestation. Farmers are being encouraged to adopt farming practices such as terracing that control erosion especially in the mountainous regions of the country.

The recent UN figures showed that several regions of the country are battling food insecurity as a result of the low levels of rainfall in the affected regions – with levels as low as 12 millimeters (mm) annually, as opposed to a national average of 377 mm per year.

http://www.rnanews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2568&Itemid=50

Is Africa ready for climate change mitigation? (Interview)



By Aimable Twahirwa in Denmark

Thursday, 17 December 2009

Copenhagen: Rwanda along with other African countries is demanding rich nations to commit more than \$40 billion a year for them to counter the consequences of global warming. However, researchers are expressing concerns on what major priorities would be considered for climate change adaptation and mitigation. *RNA* spoke to Mr. Alain Guinebault, Director of GERES, a French environmental and energy group which deals with researches to promote the use of renewable energy in rural areas for developing countries. Read interview below:

What are the current targets in research for developing countries?

In fact GERES works in South of France in advising local communities on how to save and use energy, how to use renewable energies, [and] give technical information. But our main activities with developing countries is to work on the contribution of energy, how it can improve the livelihood of the poor people who have difficulty to access energy, and who pay for energy at the highest price... It is important to note that the poorer you are, the more expensive energy becomes... Take an example of a candle which gives light... If you consider the efficiency of the candle to the ordinary bulb which is working on electricity on the ground. The price of a candle is higher than the price of electricity delivered by generator or the battery, and so on. We are emphasizing on how poor communities in developing countries could address the issue of green gas houses emissions.

But there is another similar initiative by the World Bank dedicated to improving the livelihood of local communities through Carbon Market finance?

Our project is mainly dedicated to promote the researches of using energy to save CO2 emissions. We have created funds where we can sell CO2 credits, and we inject this money in the projects in countries dedicated to the use of renewable energy resources. I agree that the World Bank and local community initiatives can theoretically be linked, but practically, it is far more difficult, because the World Bank gives loans to governments. This means that the local communities have to deal with the governments to access these funds, and it is quite difficult.

What are researchers doing to bridge this huge gap by providing efficient expertise to communities and other administrative leaders - considering the lack of adequate knowledge to face climate change adaptation and mitigation?

As researchers, our role is to collaborate with local communities and assess their direct needs - which is quite a wide concept, because our targets groups can be local entrepreneurs, families... And these kinds of people don't usually have access to public or any other international funding. In such a case we support them to access public funding eventually coming from World Bank or any other organization such as UNDP and so forth

How do you assess the impact of this new research funding approach in developing countries especially in Africa?

For us it is important to monitor and evaluate what we are doing - because we are engaged in the long term in the developing countries [over 10 years]. Along these 10 years, we have had regular monitoring, and internal evaluation. What we get helps us to reorient the project. In some developing countries, we succeeded in disseminating 800,000 improved cooking stoves, based on the involvement of 30 local companies. This project has had huge impact.

But there has been some criticisms stating mismanagement of funds by governments which don't afford the accountability system and the capacity to manage.

First of all, we are an NGO and we are carrying out our own researches, and our financial capacity is limited. The idea is to initiate and to develop methodologies and best practices on development. Our dream is when it is possible to have relations with local governments - such that at a certain point the project could be transferred to the local governments. This is in fact a theory. In practice, it is a case by case because in some countries, it is very easy to work with the governments and there is a willingness of the ministries to work with NGOs. But on the other side, we observe the lack of cooperation with the governments

How would you appreciate the move by the World Bank to finance green gas houses initiatives in African countries such as Rwanda?

In fact what we saw is that the World Bank is funding facilities of developing countries. They don't seem to be appropriated by the Least Developing Countries. But in Africa, there is lack of human resources capacity - either in public or private sector. The NGOs actors are not trained, and this situation explains why there are a few projects which work with carbon finance.

Does this mean that the carbon initiative would not achieve its target then?

I cannot say that, but what we saw in the field is that there are few projects in Africa. And one of our emphasis in the coming future is to assess how to transfer this alternative energy technology in Africa by creating an alliance with NGOs and by promoting the social development funds initiative dedicated mainly to Carbon market finance.

http://www.rnanews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2553&Itemid=50

Le Rwanda « prêt » à se joindre au marché de carbone



By Aimable Twahirwa in Denmark

Tuesday, 15 December 2009

Copenhague : Le Rwanda est « prêt » à se joindre au marché de carbone, une initiative multilatérale des donateurs destinées à financer d'ici l'an 2012, les projets communautaires des pays en développement pour prévenir les émissions de gaz à effet de serre et limiter la déforestation dans les pays en développement, rapporte l'Agence Rwandaise d'Information (ARI).

Au Rwanda, cette initiative dénommée REDD+ préconise que le pays aura besoin d'une enveloppe de plusieurs milliards pour renforcer le budget des initiatives de reforestation dans ce pays d'Afrique Centrale, d'ici l'an 2012 pour atteindre ce objectif, selon Stanislas Kamanzi, ministre rwandais de l'environnement et des ressources naturelles dans un entretien à l'Agence Rwandaise d'Information (ARI) à Copenhague.

« Le gouvernement rwandais accordait jusqu'ici une somme de 46.4 millions de dollars américains dans son budget annuel pour financer les initiatives communautaires liées à la plantation des arbres et d'autres initiatives de protection de l'environnement », a-t-il expliqué.

De son côté, la militante écologiste d'origine kenyane, Wangari Maathai a demandé mardi aux pays riches d'« honorer » leurs engagements envers l'Afrique en finançant des projets d'Adaptation et de mitigation de changements climatique.

« Cette initiative de financer les projets de reforestation permettront au continent [Afrique, NDLR] de faire face aux conséquences de réchauffement planétaire, selon elle.

« Ce financement intervient au moment opportun pour que le pays puisse mieux pérenniser ses programmes de « développement durable », a pour sa part commenté M. Kamanzi sans préciser le montant qui sera alloué à travers cette initiative.

S'exprimant en marge de la 15eme conférence cadre des Nations Unies sur le Changement climatique qui se tient à Copenhague au Danemark, Mme Maathai qui est la première Africaine à recevoir le prix Nobel de la paix (2004) a affirmé que les pays riches ont deux obligations à honorer pour les pays en développement "si l'on préconise réellement une partage équitable des ressources écologiques".

"Les pays occidentaux doivent accorder des compensations aux états africains pour financer des projets communautaires destinées à réduire les émissions de carbones", a-t-elle martelé ajoutant que ces nations riches doivent désormais honorer leur obligation morale de financer les dégâts liés à la destruction des forêts qui est la conséquence

majeure de l'émission de dioxyde de Carbone (CO2), selon elle.

Cette déclaration de Mme Maathai intervient à la veille du sommet des Nations Unies sur le Changement Climatique où une centaine de chefs d'états du monde entier doivent converger le 17 décembre prochain à Copenhague pour signer un accord de financement destinées aux pays pauvres pour financer les programmes d'adaptation et de mitigation des conséquences liées aux changements climatiques.

Le Chef de l'état rwandais Paul Kagame, qui préside une initiative africaine sur le changement climatique, devrait faire le déplacement au sommet de Copenhague où une forte délégation rwandaise des ministres et des experts en environnement participent à ces négociations sur le changement climatique

"Ce que nous recommandons (aux pays riches) est surtout l'octroi des financements qui permettront aux pays en développement notamment en Afrique subsaharienne de réduire les émissions de dioxyde de carbone dans l'air", a-t-elle fait remarquer.

A l'heure où les discussions se poursuivent entre pays riches et pauvres pour adopter un consensus d'une enveloppe à financer les projets de réductions des émissions des gaz à effets de serre dans l'atmosphère, l'Union Européenne a déjà annoncé son intention de débloquer une somme de 10.5 millions d'Euros dans cette initiative.

Toutefois, cette somme reste minime, car à la veille du début de ce sommet sur l'environnement, la Banque Africaine de Développement (BAD) avait annoncé que le continent africain aura besoin d'une enveloppe annuelle de 40 milliards de dollars d'aide pour les programmes de mitigation et d'adaptation aux conséquences de changement climatique.

Une étude récente de Stockholm Environment Institute (SEI) a montré que, pour le seul Rwanda, 500 millions US \$ chaque année sont nécessaires pour faire face aux dégâts causés par le changement climatique.

"Tous ces programmes (de financements) ont besoin d'accompagnements notamment dans la transparence et la gestion des fonds", a estimé la BAD soulignant que les pays Africains doivent désormais adopter des stratégies pour limiter la destruction des ressources forestières.

"Dans certaines parties du Continent Africain, la destruction anarchique des forêts par les communautés locales à la recherche du bois de chauffage interpelle tout un chacun", a-t-elle déploré.

Les estimations de l'ONG "Green Belt Movement" montrent qu'au moins 20% des émissions des gaz à effets de serre dans l'atmosphère sont notamment la conséquence liée à l'exploitation abusive de la terre et la destruction des forêts notamment en Afrique.

Dans une campagne de plantation d'un milliard d'arbres lancée en novembre 2006 par le

Prix Nobel Wangari Maathai, au moins 45 millions d'arbres ont été plantés, selon l'ONG.
(fin)

Last Updated (Tuesday, 15 December 2009)

http://www.rnanews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2540&Itemid=50